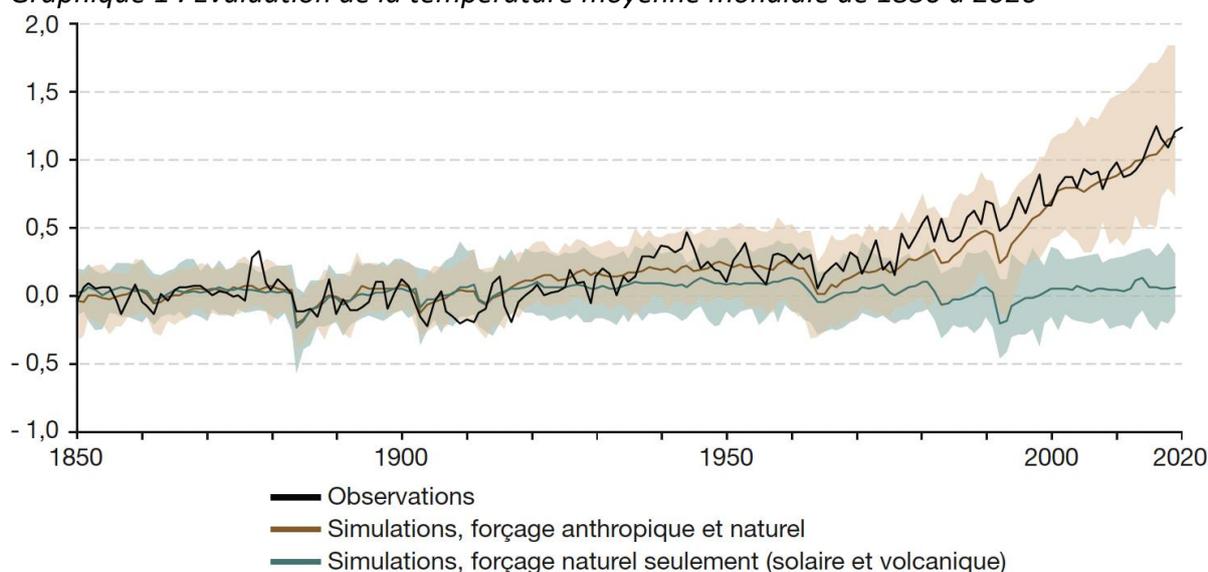


Croissance économique et changement climatique : une bataille perdue d'avance pour les pays moins avancés ?

par Omar Ibn Abdillah

Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), le réchauffement climatique s'élève déjà à 1,1 °C et pourrait atteindre la cible de 1,5 °C dès le début des années 2030, soit dix ans plus tôt que les dernières estimations.

Graphique 1 : Évaluation de la température moyenne mondiale de 1850 à 2020



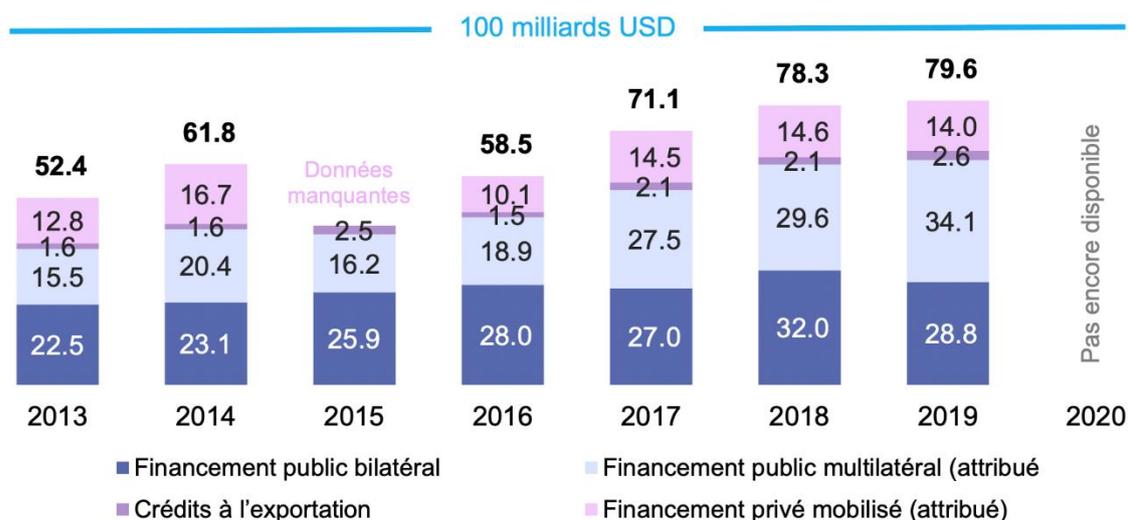
Source : GIEC, 1^{er} Groupe de travail 2021

Où sont passés les 100 Milliards de dollars promis à Copenhague en 2009 ?

L'objectif de mobiliser 100 Milliards de dollars par an fixé par les pays développés en 2009, puis réaffirmé et étendu en 2015 pour être atteint en 2020 et jusqu'en 2025, pour répondre aux besoins des pays en développement et la transition climatique est encore repoussé en 2023 durant la [COP26 à Glasgow](#). À voir aussi le [rapport de l'oxfam](#) qui fait état d'un mauvais calcul des ressources mobilisées et annoncées par les grands bailleurs à travers [le rapport sur le financement du climat de l'OCDE](#) en 2021 qui influent largement les négociations climatiques, parlant d'une contribution moyenne de 62,05 Milliards de \$ alors qu'en réalité, il s'agit de 19-22,5 milliards de dollars par an (Entre 2017-2018) soit quasiment 60% de moins. La trajectoire prévue de 2023 fixée lors de la COP26 sur la base des chiffres de l'OCDE serait donc à revoir pour plus tard, attendons les conclusions de la COP27.

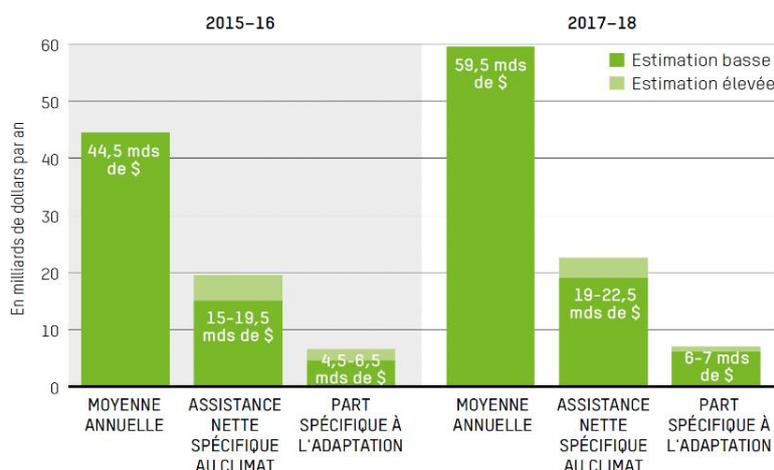
Avec seulement une perspective et une base de calcul différente, les pays développés se donnent une grande marge de manœuvre et conservent bien au chaud leurs ressources tout en donnant l'impression de donner trop comme le souligne le polémiste français Éric Zemmour, candidat d'extrême droite qui a déclaré sur France Inter que « la France représente 1% de ces émissions de CO2 et nous n'avons pas à sacrifier l'industrie française sur l'autel de la lutte contre le réchauffement climatique ». (Noter que la France est responsable de 1,5% et non de 1% des émissions mondiales)

Graphique 2 : Financement climatique fourni et mobilisé (en milliards USD), OCDE



Source : OCDE : Scenarios prospectifs du financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2021-2025

Graphique 3 : Comparaison des financements en faveur du changement climatique en mettant en avant le financement climat net par l'OXFAM.



Source : 2020 : Les vrais chiffres des financements climats, OXFAM

Il est temps de faire une analyse profonde des causes et des effets qui sont derrière cette accélération vers la fin du monde tel que nous le connaissons.

Pour atteindre ces objectifs, l'ensemble des acteurs doivent s'engager vers une croissance économique durable et résiliente à travers :

- Les politiques publiques,
- Les modèles de croissances des entreprises,
- Un véritable engagement des organisations internationales.

Les marges de manœuvre limitées des pays émergents

Aujourd'hui, les économistes et les politiciens font face à plusieurs grands paradoxes qui se visualisent dans l'appel vers un monde vert.

Depuis la COP26 à Paris, plusieurs actions de lobbying et de communication sont menées pour pousser les pays du monde entier à revoir leurs modèles de développement. À qui profite cette stratégie ?

Premièrement, on constate une influence considérable à travers le format des engagements, si Rio (sommet de la Terre en 1992), Kyoto (Protocole de Kyoto entré en vigueur en 2005) et Copenhague (COP15 en 2009), il n'y avait pas vraiment un engagement légal et formel de l'ensemble des pays du monde entier, même s'il y avait le modèle de Kyoto qui touchait certains pays. À Paris, il s'agissait du premier accord mondial avec 197 signataires pour un engagement climatique légal, formel et dans certains cas contraignant.

Une intelligence linguistique pour influencer sur le poids juridique de l'accord :

Des contradictions dans la traduction en français et en anglais de l'accord de Paris. Avec des jeux de mots qui sont légalement et juridiquement contraignantes dans plusieurs articles notamment l'usage du verbe devoir.

Parlant de « **devrait** » en traduction anglaise par l'accord de Paris en « **should** » et « **shall** », utilisé à plusieurs reprises fait allusion à un engagement formel et légal tant dit que dans le document en français, on trouve l'utilisation du mot « **doit** », qui est une obligation formelle alors que le « **must** » même signification en anglais n'a été utilisé nulle part dans tous le document. Un exemple très illustrateur peut être souligné dans les articles 13, paragraphe 9 :

Version anglaise: Developed country Parties shall, and other Parties that provide support should, provide information on financial, technology transfer and capacity-building support provided to developing country Parties under Articles 9, 10 and 11.

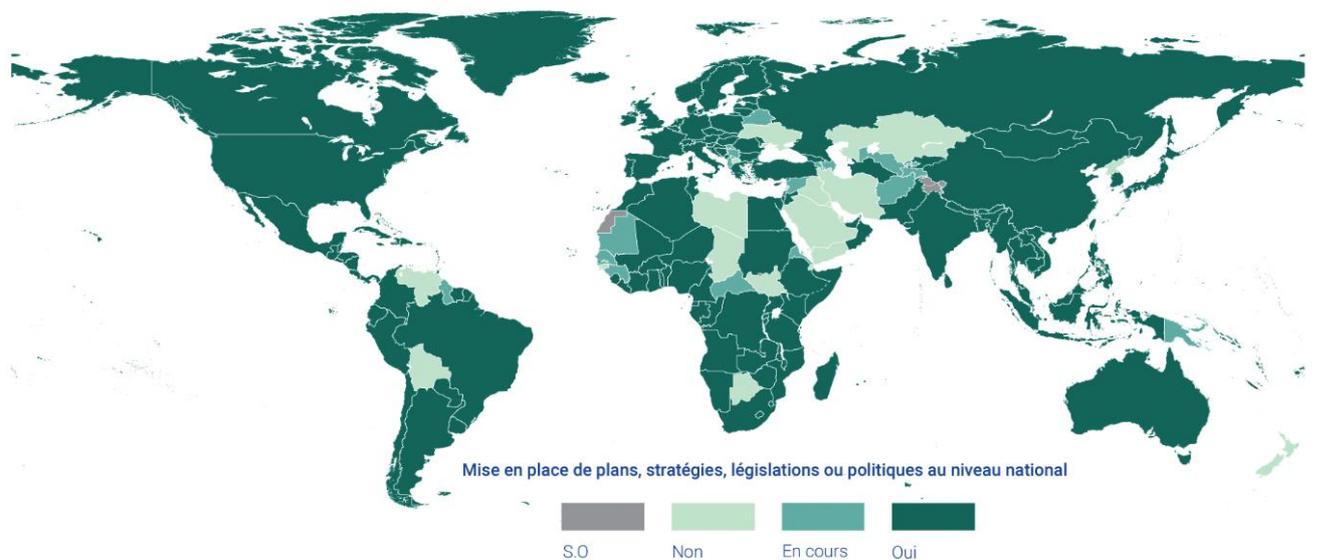
Version française : Les pays développés Parties doivent, et les autres Parties qui apportent un appui devraient, communiquer des informations sur l'appui fourni, sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités, aux pays en développement Parties au titre des articles 9, 10 et 11. Une mention du « doivent » qui visent les pays développés grand émetteurs dans cet article 13.

Cette nuance de mots et de la traduction selon la langue officielle du pays peut devenir contraignant, on voit là, la force de l'intelligence culturelle et linguistique de la France, "Ce texte qui est nécessairement un texte équilibré contient les principales avancées dont beaucoup d'entre nous pensaient qu'elles seraient peut-être impossibles à obtenir. Le projet d'accord proposé est différencié juste, durable, dynamique, équilibré et juridiquement contraignant", souligne Laurent Fabius, ancien ministre des affaires étrangères et président de la COP21.

Une obligation d'engagement climatique dans la planification et les modèles de développement au niveau national.

Au-delà des mots, il y a un engagement fort de cet accord à travers l'obligation de reporting et de mise en place d'un plan d'action nationale à travers des mesures d'intégration du changement climatique dans la planification nationale dans l'ensemble de la planète.

Graphique 3 : État des engagements en termes de planification climatique dans le monde



Source : ONU Programme Climat : *Rapport 2021 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques*

Une répartition inégale de l'accès au financement en faveur du climat dans le monde

Seulement 12% des actifs mondiaux sont alloués aux investissements durables.

Selon le [Rapport mondial de suivi sur l'intermédiation financière non bancaire](#), les actifs mondiaux sont estimés à hauteur de 379 000 Milliards de dollars USD et selon le même rapport, la répartition de ces actifs est complètement inégale notant que 81 sont détenues par les pays développés et 15 par la Chine et le reste par autres pays. Dans l'ensemble de ces actifs seulement 31 000 milliards de \$ sont fléchés vers des interventions durables et à impact positif d'après le rapport des [investissements sur le développement durable](#).

Du lobbying énorme sur la mobilisation de fonds en faveur du climat, mais qui en bénéficie ?

Le principal paradoxe dedans se trouve dans la disponibilité des ressources et l'accès à ses mécanismes de financement pour les pays les plus nécessiteux (c'est-à-dire les plus à risques et les victimes du changement climatique).

Au cours de la période 2016-18, L'OCDE montre encore une répartition inégalitaire des ressources mobilisés en faveur du climat avec l'Asie à 43 %, l'Afrique à 25 % et les pays d'Amérique latine à 17 %. La répartition des investissements en faveur du changement climatique par groupe de revenu montre que :

- 69 % ont été destinés à des pays à revenu intermédiaire.
- 8 % à des pays à faible revenu.
- 2 % à des pays à revenu élevé.
- Les 21 pourcents restants sont repartis dans différentes régions.

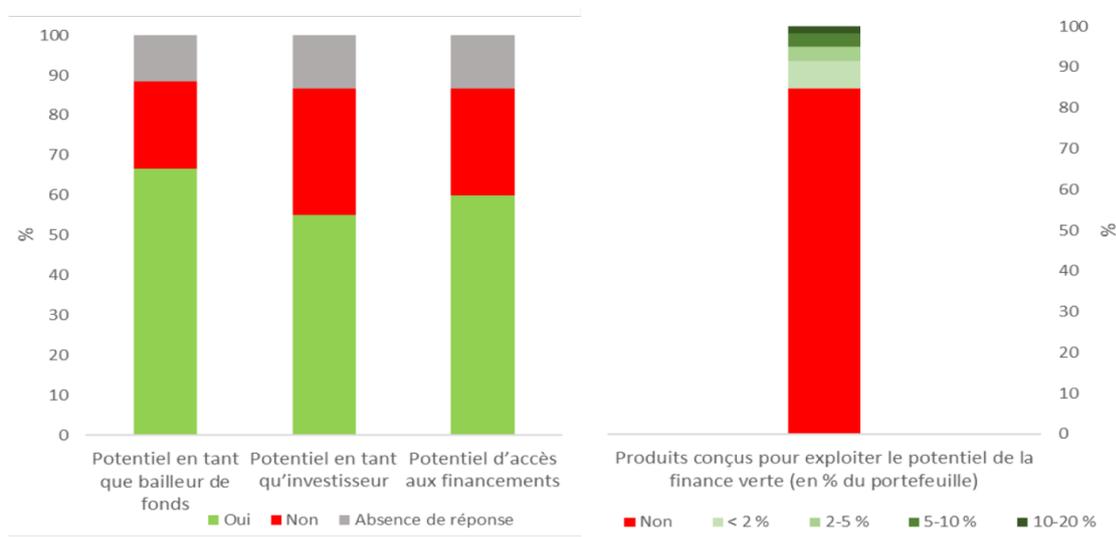
Cette répartition prouve que pour avoir accès à ces ressources, plusieurs conditions doivent être respectés notamment des conditions de risque sur les investissements, dépendances des régimes politiques et de la sécurité de la région.

Il est aussi à noter qu'une grande partie de ces investissements n'est souvent pas en adéquation avec les besoins des pays en voie de développement, qui sont encore en phase

de croissance, et donc ont un fort besoin d'investissement dans d'infrastructure, dans les énergies et dans les secteurs qui ne sont pas souvent très climat. La fermeture de plusieurs guichets de financement par la banque mondiale, notamment dans les énergies fossiles

En Afrique selon la CNUCED, les entreprises exportatrices interrogées par la Banque mondiale mentionnent comme principaux obstacles l'exercice de leurs activités le manque d'accès au financement (16,5 %), le manque d'accès l'électricité (15,8 %) et l'instabilité politique (10,5%). Et selon une enquête menée par la BEI, 54 % des banques africaines mettent en œuvre des mécanismes de finance verte en intégrant l'ESG, "outil d'ajustement de performance et de risque" mais que malgré cela, seulement 17% d'entre elles ont lancé des produits financiers verts spécifiques et accessibles à l'immédiat, et donc un besoin important de revoir le mécanisme pour ouvrir l'accès au financement à tous.

Graphique 4 : Potentiel de la finance verte et produits financiers verts (% des banques)



Source : enquête 2021 de la BEI sur le secteur bancaire en Afrique.

Il est aujourd'hui important pour les prochaines négociations, que les pays en développement se prépare à travers une étude importante et une guerre informationnelle pour dénoncer toutes ces pratiques qui sont aux défaveurs de leur développement.

Qui profite de la surexploitation des ressources naturelles ? Qui profite du réchauffement climatique ?

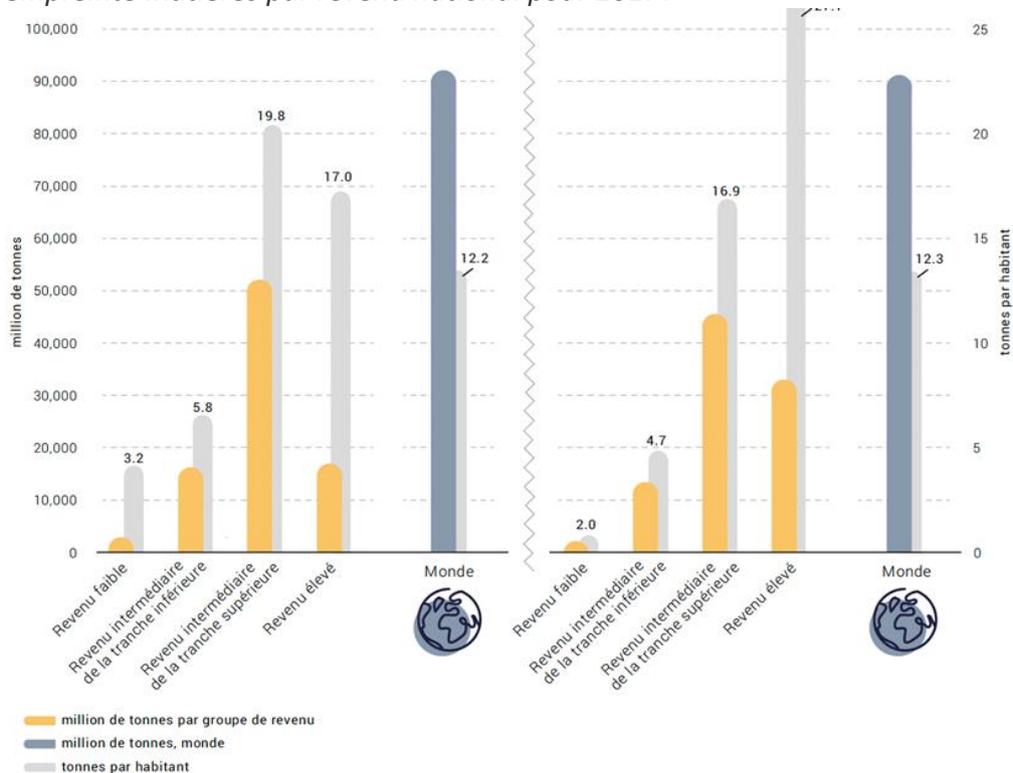
Depuis 1992, le monde continue de parler de changement climatique, de diminuer la consommation des matières premières, l'ensemble des acteurs se tournent vers les plus faibles pour mener une guerre d'influence afin qu'ils ralentissent leurs dynamique de croissances pour se diriger vers une alternative sans utilisation de leurs avantages comparatives qui est la disponibilité des ressources naturelles mais de se tourner vers un développement qui est pour l'instant assez flou, notant qu'une étude du cabinet Boston Consulting Group en 2017 estimait l'investissement requis pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris entre 19 000 et 21 000 milliards de dollars d'ici à 2030 ; 60 à 80% de cette

somme devraient concerner les pays riches, une alternative jugée financièrement insoutenable.

Aujourd'hui, le dernier [rapport de B-Team](#) sorti le 16 février 2022, montre que le monde dépense au moins 1 800 milliards de dollars américains par an, soit 2 % du PIB mondial, donc 32 020 milliards d'ici 10 ans avec un inflation mondial de 1.89 (Base 2020), en subventions qui accélèrent le réchauffement climatique. Alors la question n'est pas que le monde n'a pas les moyens mais on préfère des virées dans l'espace et continuer à s'enrichir sur le dos des plus faible, en détruisant la nature et en brandissant le drapeau vert.

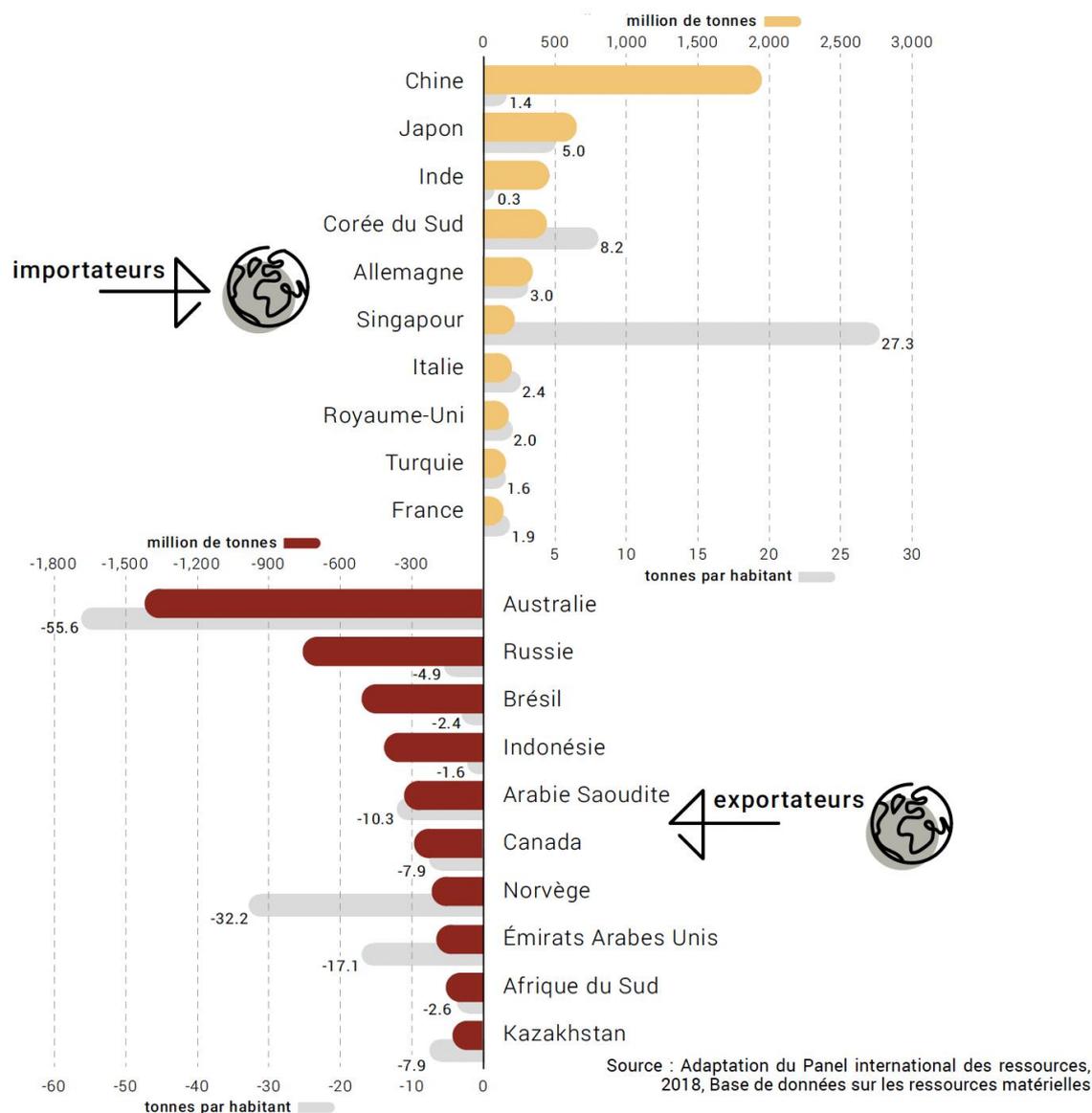
Entre temps les pays riches continuent à être superpuissances et à bénéficier de la surexploitation des ressources tout en affichant une ère inquiète avec une tonne de conférence et de rapport sur leurs engagements climats. Alors que leurs populations bénéficient le plus des ressources et des biens provenant des activités anti-climat. Le graphique ci-dessous démontre effectivement que seuls les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaires de la tranche supérieure donc les pays considérés émergents seuls jouissent des bienfaits du réchauffement climatique, la question qu'on peut donc se poser, pourquoi suivre un modèle qui continue à appauvrir certains et enrichir les autres Aussi, on constate que les pays les plus engagés médiatiquement dans le combat de la lutte contre le changement climatique apparaissent parmi les 10 premiers pays les plus importateurs de ressources naturelles dans la planète dont le Royaume unie et la France, hôtes des derniers COP21 et COP26.

Graphique 5 : Consommation intérieure apparente de matières par revenu national et empreinte matières par revenu national pour 2017.



Source : adaptation du panel international des ressources, 2018

Graphique 8 : Top dix des importateurs et exportateurs nets de matières, mesuré par la balance commerciale physique, 2017



Le discours justificatif des puissants du secteur privé (NET ZERO BY 2050)

Avec la création du pacte mondial des Nations Unies pour mobiliser un mouvement mondial d'entreprises et de parties prenantes durables en faveur du changement climatique ; de la mise en place de la famille des normes ISO 14000 et 26000 relatives au changement climatique et à la responsabilité sociétale des entreprises. Le 5 juin 2020, ONU Climat lance l'Objectif zéro (Race to Zero), une campagne mondiale visant à rallier les principaux acteurs mondiaux, privé, société civile et publique dans une course vers le Zéro Carbone.

Les grandes entreprises du monde entier deviennent de plus en plus sensibles à l'engagement face au changement climatique. La sortie le 07 février dernier du rapport [Corporate Climate Responsibility Monitor 2022](#) réalisé par [NewClimate Institute](#) en collaboration avec [Carbon Market Watch](#) met en avant l'échec de l'engagement climatique de 25 grandes entreprises.

En résumé, l'étude démontre que :

- 11 des 25 entreprises évaluées ne prennent aucune mesure pour assumer la responsabilité des émissions actuelles, que ce soit par des contributions climatiques en dehors de la chaîne de valeur ou par des approches de compensation. Ce degré limité de responsabilité pour les coûts sociétaux de l'émission de GES aujourd'hui est particulièrement frappant, étant donné que toutes les entreprises évaluées se présentent comme des leaders climatiques grâce à leurs engagements audacieux en matière de réduction nette ou de neutralité carbone pour l'avenir.
- L'engagement moyen de réduction des émissions de la chaîne de valeur complète entre 2019 et 2030 n'est que de 23 %.
- La baisse des émissions ne sera que de 40 % en moyenne pour 13 d'entre elles, tandis que les 12 autres n'ont tout simplement pas d'engagements spécifiques de réduction des émissions pour leur année cible zéro net.
- L'engagement net zéro de MAERSK a été évalué comme ayant une intégrité raisonnable ; Apple, Vodafone et Deutsche Telekom avec une intégrité modérée.
- Dans l'ensemble, l'analyse révèle que les principales promesses d'Amazon, Deutsche Telekom, Enel, GlaxoSmithKline, Google, Hitachi, IKEA, Vale, Volkswagen et Walmart ont une faible intégrité et celles d'Accenture, BMW Group, Carrefour, CVS Health, Deutsche Post DHL, E. ON SE, JBS, Nestlé, Novartis, Saint-Gobain et Unilever ont une très faible intégrité.

Ce rapport met surtout en avant, l'importance de l'influence informationnelle dont jouit aujourd'hui ces grandes entreprises qui affichent pour les consommateurs une image en faveur du changement climatique et pour l'environnement alors que dans le fond, il s'agit pour eux d'un jeu de comptabilité et de compensation financière pour avoir accès à des crédits et aux mécanismes des finances vertes **(Voir figure 1)**

Au-delà, de ce rapport, les investissements aux défaveurs du climat continueront d'augmenter tout du moins d'ici 2025 comme le souligne le FMI notant qu'à l'échelle mondiale, les subventions aux combustibles fossiles s'élèvent à 5 900 milliards de dollars, soit 6,8 % du PIB en 2020, et devraient atteindre 7,4 % du PIB en 2025.

En termes absolus, les subventions explicites ont culminé en 2018 à 760 milliards de dollars, puis sont tombées à 450 milliards de dollars en 2020, mais devraient augmenter puis se maintenir à environ 600 milliards de dollars de 2021 à 2025. Ces fluctuations sont en grande partie dues aux variations des prix internationaux du pétrole et du gaz naturel, un effet direct de la fermeture des frontières effet de la COVID 19.

Figure 1 : Aperçu des entreprises évaluées dans le cadre du Corporate Climate Responsibility Monitor 2022

HIGH INTEGRITY	PLEDGE	TRANSPARENCY	INTEGRITY
No companies achieved a high integrity rating			
REASONABLE INTEGRITY	PLEDGE	TRANSPARENCY	INTEGRITY
MAERSK	Net-zero by 2040		
MODERATE INTEGRITY	PLEDGE	TRANSPARENCY	INTEGRITY
APPLE	Carbon neutral by 2030		
SONY	Zero emissions by 2050		
VODAFONE	Net-zero by 2040		
LOW INTEGRITY	PLEDGE	TRANSPARENCY	INTEGRITY
AMAZON	Net-zero carbon by 2040		
DEUTSCHE TELEKOM	Net-zero by 2040		
ENEL	Net-zero by 2050		
GLAXOSMITHKLINE	Net-zero by 2030		
GOOGLE	Carbon-free 2030		
HITACHI	Carbon neutral by 2050		
IKEA	Climate positive by 2030		
VOLKSWAGEN	Carbon neutral by 2050		
WALMART	Net-zero by 2040		
VALE	Carbon neutral by 2050		
VERY LOW INTEGRITY	PLEDGE	TRANSPARENCY	INTEGRITY
ACCENTURE	Net-zero by 2025		
BMW GROUP	Carbon neutral by 2050		
CARREFOUR	Carbon neutral by 2040		
CVS HEALTH	Net-zero by 2050		
DEUTSCHE POST DHL	Zero / net-zero by 2050		
E.ON SE	Carbon neutral by 2040		
JBS	Net-zero by 2040		
NESTLE	Net-zero by 2050		
NOVARTIS	Carbon neutral by 2030		
SAINT-GOBAIN	Net-zero carbon by 2050		
UNILEVER	Net-zero by 2030		

RATINGS 5-point scale High Reasonable Moderate Low Very Low. See individual company analyses.
 Assessments were made based on public information identified by the authors. A poor rating may not necessarily be an indication that a climate strategy is weak, but could also indicate that the information was insufficient to confirm good practice. Ambitious companies can improve their ratings by ensuring that all aspects of their climate responsibility strategies are transparently and accurately disclosed, and in the public domain.

Que faut-il retenir de ces manœuvres informationnelles vis-à-vis des deux camps et quelles leçons tirés ?

La dynamique de développement vers un monde plus écologique et plus durable ne sera atteinte que lorsque l'ensemble des puissances mondiales, du publique au privée, s'engagement dans une démarche constrictive, de réciprocité et de répartition équitable des ressources et des responsables face au changement climatique.

Les pays en développement ont intérêt à se préparer pour les prochaines négociations climatiques, des négociations qui doivent être basés sur deux piliers :

- La mise à disposition des financements au climat par l'allègement des mécanismes permettant l'accès aux fonds dédiés aux changements climatiques.
- La répartition des engagements et de la responsabilité des pays riches dans la lutte contre le réchauffement climatique

L'art de l'information est ici utilisé par les pays développés et les grandes entreprises internationales pour maintenir leurs stabilités économiques et donner l'impression d'être engagé pour le Climat à travers des déclarations et une campagne massive de communication sans conséquences majeurs de ralentissement du réchauffement climatique.

Le choix est donc déjà fait et a toujours été fait pour les superpuissant, le choix du modèle d'une croissance, technologique, industrielle et économique fort au détriment de la planète.